



VENEZUELA

Le système électoral

Vote volontaire et réservé aux vénézuéliens ayant atteint la majorité (18 ans) et s'ayant préalablement inscrit sur les listes électorales.

Pouvoir Exécutif

Depuis la réforme constitutionnelle de 1999, le Président est élu au suffrage universel direct pour une période de 6 ans. Il peut être réélu une fois. Le vice Président est nommé par le président.

Pouvoir Législatif:

Depuis la réforme constitutionnelle de 1999, le parlement est devenu unicaméral. Constitué par 167 membres dont 3 sièges sont réservés à des représentants des peuples indigènes. Élus au suffrage universel direct, pour une période de 5 ans, mandat renouvelable deux fois.

Pouvoir Judiciaire :

L'instance la plus haute est le *Tribunal Supremo de Justicia*. Les magistrats sont désignés par la *Asamblea Nacional* pour une période de 12 ans.

Élections présidentielles

Président	Parti	Période	Durée du mandat
Carlos Andrés Pérez	Acción Democrática	1989-1993	4 ans
Octavio Lepage*		21/05/1993	15 jours
Ramón J. Velasques**		05/06/1993	8 mois
Rafael Caldera	COPEI (Parti démocrate-chrétien)	1994 - 1999	5 ans
Hugo Chavez	Movimiento Quinta República (MVR)	1999-	

* Président par intérim lors de la destitution de Carlos Andrés Pérez -
** Désigné président de la république par le Congrès

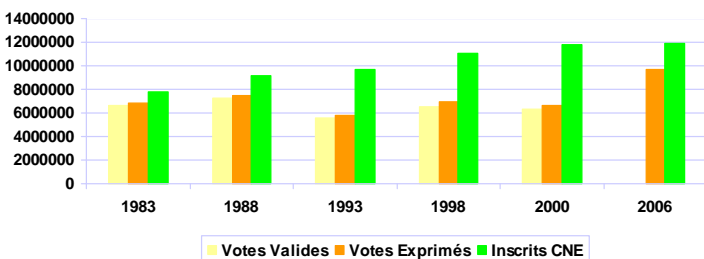
Partis Politiques

	Movimiento Quinta República (MVR)	HUGO CHAVEZ et alliés (24 PARTIS)
	Podemos	
	Partido Comunista Venezuela	
	Movimiento Electoral del Pueblo	
	Un Nuevo Tiempo	EMANUEL ROSALES Coalition de 44 organisations politiques
	Primero Justicia	
	COPEI	
	Movimiento Al Socialismo (MAS)	
	La Causa R	
	Acción Democrática	

Seuls sont mentionnés les principaux partis politiques. L'on compte cependant plus de 50 autres partis politiques.

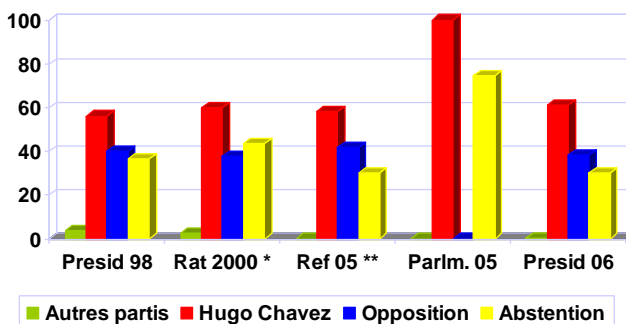
Évolution de l'abstention lors des élections présidentielles

Valeurs en millions de personnes inscrites au registre électoral



Historique des élections : 1998-2006

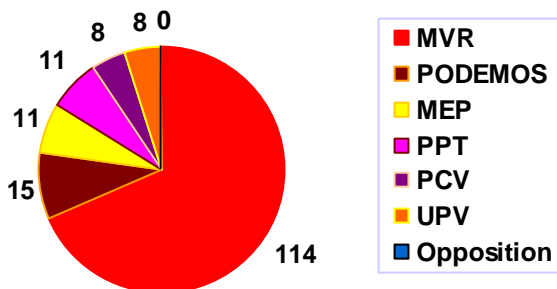
Valeurs en %



*Ratification présidentielle après révision constitutionnelle
**Referendum révocatoire: le oui à la destitution de Hugo Chavez a été assimilé dans la légende à l'enseigne opposition, le non à sa destitution à l'enseigne Hugo Chavez.

Élections législatives 2005

En nombre de sièges



*Tous les graphiques sont d'élaboration propre: cne.gov

Document de travail élaboré par Elodie Ledanois et Susana Martinez



VENEZUELA

Les candidats et l'élection

La campagne présidentielle au Venezuela en 2006, caractérisée par de profonds clivages entre le gouvernement et l'opposition s'est déroulée autour de deux grands candidats: le président de la république sortant Hugo Chavez, du parti MVR et ses alliés, et Manuel Rosales, gouverneur de l'État de Zulia, candidat du parti *Un Nuevo Tiempo* soutenu par d'autres organisations d'opposition (Primer Justicia, COPEI, AD, MAS, etc.) En orientant son discours sur le social, Manuel Rosales représentait aux yeux de l'opposition une option qui était aussi au service du peuple. Tout au long de la campagne il a, avec le reste de l'opposition, critiqué Chavez pour ses pratiques dites populistes, totalitaristes, militaristes, et en raison de l'aide donnée à d'autres pays en négligeant d'autres problèmes essentiels de la société vénézuélienne : la sécurité, le mauvais état des infrastructures, etc. Hugo Chavez a, pour sa part, présenté durant sa campagne les chiffres des réussites de son gouvernement depuis 1999 notamment dans le domaine social. De même, un pan de l'opposition s'est montré méfiant face aux possibles risques de fraude, augmentés par la mise en place, depuis 2004, du système du vote électronique (*Voto Electrónico*). Cette même accusation de fraude avait été formulée par l'opposition en 2004 lors du referendum révocatoire. Cependant, à l'époque, et aujourd'hui cela semble être le cas aussi, les observateurs de l'Organisation des États Américains (OEA), et de l'Union Européenne ont considéré que les élections se déroulèrent de façon pacifique et que les plaintes d'irrégularités ne constituaient pas un élément déterminant.

Hugo Chavez a été réélu par une forte majorité des voix, en obtenant environ 61% contre 38% pour son opposant Manuel Rosales, selon les déclarations du CNE après que 80% des scrutins aient été comptés. Élu président en 1998 et en 2000 avec 56% et 59,7% des voix respectivement, et confirmé au pouvoir par un référendum organisé en 2004 sur demande de l'opposition, il consolide son ancrage dans le pays, arrivant même à surpasser ses anciens scores. Saluant sa victoire, Hugo Chavez a annoncé dans un discours prononcé depuis le Palais de *Miraflores*, l'approfondissement, l'amplification et l'extension de la révolution, qui rentre dans une nouvelle ère, celle qu'il conduira jusqu'en 2013.

Bilan et enjeux

Les résultats électoraux sont plus que positifs pour le président Hugo Chavez. En effet, ayant réussi à obtenir la majorité absolue à la *Asamblea Nacional* et remportant les élections présidentielles avec 61% de voix, le président Hugo Chavez et son parti jouissent d'une légitimation lui permettant, non seulement de faire face à l'opposition, voire de la décrédibiliser, mais aussi d'approfondir, comme lui-même l'annonce, sa révolution bolivarienne, le socialisme du XXI^{ème} siècle.

C'est principalement grâce aux efforts déployés sur le plan économique et social, que Hugo Chavez a réussi à garder une cote de popularité importante, s'assurant par là une grande partie d'un électorat principalement issue des classes les plus défavorisées du pays. Notons par ailleurs, que si les *Misiones sociales* sont possibles c'est tout d'abord grâce à la forte hausse du cours du pétrole, qui a accéléré la croissance économique (de 17% en 2004). Cependant, malgré ces réussites, le Venezuela reste un pays où la pauvreté et la criminalité sont des plus importantes dans la Région. Selon les statistiques officielles, la pauvreté a reculé de 44% à 34% depuis 1998, et le chômage chuté de 20% à 16% en 2004. Ces données sont contestées. L'opposition assure qu'en réalité le seuil de pauvreté serait proche de 50% et que l'apparente baisse du taux de chômage s'explique en fait par l'augmentation du sous-emploi et du secteur informel. Reste à savoir si cette politique sociale rentière assure un avenir au développement de la population. Connaissant les aléas du marché pétrolier, le Venezuela de Hugo Chavez doit aussi entamer des vraies politiques de diversification de l'économie afin d'assurer la pertinence et la soutenabilité des *Misiones Sociales*, notamment de celles qui prétendent produire des effets à long terme et non se cantonner à de l'« assistencialisme », comme les Missions Éducatives (Robinson, Rivas, Sucre).

Le Venezuela et ses voisins

Perçu négativement par certains, admiré et suivi comme exemple par d'autres, Chavez interpelle. Tout d'abord en raison de son hostilité envers le président américain George W. Bush. Celle-ci a fortement déterminé les relations entre le Venezuela et les États-unis : le premier dénonçant la soumission à l'impérialisme américain, et le second craignant une « contagion » de la révolution bolivarienne dans le reste du continent latino-américain. Les deux pays peinent à conserver des rapports cordiaux. En Amérique Latine, on pourrait affirmer, que Hugo Chavez a su se poser sinon comme leader, du moins comme une figure emblématique de la nouvelle « vague » vers la gauche. En tant que leader, d'abord, d'une nouvelle idéologie ou gouvernance (le socialisme du XXI^{ème} siècle) puis, dans une certaine mesure, comme leader de la gauche de quelques pays et partis politiques voisins. L'aide apportée à Cuba et à la Bolivie, mais aussi l'appui explicite à quelques candidats de gauche lors des élections présidentielles de 2006 (comme ce fut le cas de Ollanta Humala au Pérou, ou de Rafael Correa en Équateur), sont une illustration de la place que peut occuper Hugo Chavez dans la région. Autour de lui, avec lui, méfiants ou contre lui, se structurent les positions des pays dans la Région.

La stratégie de positionnement du président Chavez peut s'apprécier dans sa volonté d'adhérer au Mercosur et dans son rejet d'un Traité de Libre Échange entre les États-unis, le Pérou et la Colombie - ce qui l'a conduit à annoncer la sortie du Venezuela de la CAN (*Comunidad Andina de Naciones*). Par ailleurs, avec son adhésion au Mercosur, Hugo Chavez a pour volonté de devenir un des grands promoteurs des constructions de grandes infrastructures régionales, tel le futur gazoduc sud-américain. Les ambitions régionales et l'« influence » de Chavez dans la région ont une double ampleur : une répercussion « idéologique » dans quelques pays voisins, et une volonté d'aider au développement et la coopération -moyennant les revenus pétroliers- de la Région.